Colombie : les U'wa exigent le départ immédiat d'Ecopetrol de leur territoire sacré

La longue résistance du peuple U'wa en défense de ses droits ancestraux à la vie et à leurs terres et contre les projets d'exploitation pétrolière dans leur territoire traditionnel semble n'avoir pas de trêve (voir bulletins nos 10, 22, 29 et 38 du WRM). Le Plan Colombie, Ecopetrol et ses entreprises pétrolières associées et l'indifférence du gouvernement menacent le territoire des U'wa, qui est pour eux « le coeur du monde. Les veines qui nourrissent l'univers le traversent. Si on le détruit, le monde se videra de son sang ».

Face à la poursuite des explorations séismiques d'Ecopetrol, le peuple U'wa a publié le communiqué suivant :

« Communiqué à l'opinion publique nationale et internationale
Resguardo Unido U'wa, Cubará, 25 août 2004

Si Ecopetrol continue à mettre en oeuvre le projet Sirirí dans le territoire U'wa, notre culture disparaîtra.

Par cette affirmation, nous souhaitons rappeler et informer qu'Ecopetrol et ses entreprises associées, telles qu'Oxy (Occidental Petroleum Corporation) ont déjà détruit des cultures autochtones et l'environnement. Nous en avons des exemples clairs : les Guahibos à Arauca, les Motilones Barí dans le Nord de Santander, nos frères indigènes de Putumayo, et maintenant nous-mêmes. Ces endroits ont été envahis par la violence, la faim, le déplacement, l'abandon de l'État et la pauvreté absolue.

Le Plan Colombie a facilité l'invasion de nos terres par les entreprises pétrolières transnationales comme Oxy, car la forte militarisation de nos terres permet les opérations pétrolières telles que l'exploration, l'exploitation et le transport de l'or noir du département d'Arauca vers Coveñas, et que le projet Gibraltar 1. En réponse au besoin de sécurité pétrolière en Colombie, deux zones de réhabilitation ont été créées, dont une dans le département d'Arauca, qui affecte directement notre territoire.

Roberto Afanador Cobaría – Benito Kubaruwa – président actuel du Cabildo Mayor (Assemblée générale), s'est présenté hier, 11 février, au maire de la municipalité de Cubará. Ce leader U'wa a reçu de nos autorités suprêmes l'ordre officiel de poursuivre la campagne nationale et internationale contre le projet d'exploration pétrolière par lequel Ecopetrol pénètre dans le territoire ancestral U'wa.

'Nous, les U'wa ne négocierons pas l'exploration pétrolière dans notre territoire sacré', dit la décision officielle du Sixième Congrès de l'Association U'wa qui s'est tenu du 19 au 26 janvier 2003.

Du fait qu'Ecopetrol continue d'effectuer des explorations séismiques dans le territoire U'wa, nous

estimons nécessaire de réactiver la demande contre le gouvernement colombien présentée en mai 1997 auprès de la Commission interaméricaine des Droits humains de l'OEA. En outre, nous dénonçons et rejetons les propositions de projets qu'Ecopetrol est en train de faire à certaines communautés pour affaiblir la résistance des U'wa par des mécanismes et des stratégies divisionnistes.

Aujourd'hui comme hier, nous U'wa demandons aux Colombiens et au monde de se prononcer et d'exiger à Monsieur le Président de la République de Colombie, Alvaro Uribe Vélez, et à ses ministres, qu'ils respectent le droit à la vie, à la culture et à l'environnement dans notre territoire, car Ecopetrol est en train de causer des dommages aux êtres humains et à l'environnement qui sont irréparables pour le peuple U'wa, pour la Colombie et pour le monde. »

Par l'intermédiaire de son Assemblée générale, le peuple U'wa dénonce également :

« que depuis le mois de février dernier Ecopetrol pratique dans la forêt Sirirí le brûlage de gaz et l'extraction de pétrole à petite échelle, sans avoir signé aucun accord avec l'assemblée générale U'wa ;

que la pollution causée par le brûlage de gaz provoque des troubles graves de santé à la communauté autochtone U'wa, de graves problèmes environnementaux qui contribuent au changement climatique, et des glissements de terre ».

Les U'wa appellent la communauté nationale et internationale, les mouvements environnementalistes et les organisations des droits humains à « exiger au gouvernement colombien qu'il respecte les droits humains et environnementaux du peuple autochtone U'wa, et qu'il ordonne à l'entreprise Ecopetrol d'arrêter sans délai le brûlage de gaz et l'extraction de pétrole ».

En outre, ils nient catégoriquement les rumeurs suivant lesquelles l'Assemblée générale aurait passé des accords d'exploitation pétrolière dans le territoire U'wa.

Article rédigé à partir d'informations tirées des communiqués de presse publiés par le Cabildo Mayor des U'wa le 25 août et le 6 septembre 2004 ; adresse électronique : mozambique84@hotmail.com